

## KLIMA

CHINE ET CARBONE

# Souffler le chaud ou le froid ?

Raymond Klein

**Pour se développer, la Chine a gonflé ses émissions de CO<sub>2</sub>. Continuera-t-elle à s'engager sur une réduction de celles-ci, alors que l'ombre d'une nouvelle guerre froide pointe ?**

« Le concept de réchauffement global a été créé par et pour les Chinois, afin de défaire la compétitivité de l'industrie étasunienne. » En écrivant ce tweet durant la campagne électorale de 2016, Donald Trump cherchait à séduire aussi bien les climatocéptiques que les sinophobes au sein de la population américaine - et malheureusement, cela fait du monde. Même s'il a assuré après qu'il blaguait, il a renforcé les idées de ce type, aussi bien à travers ce tweet qu'à travers de nombreuses « petites phrases » durant ses quatre ans de mandat.

## Pékin revient de loin

Non, la Chine n'a pas inventé le changement climatique, ni le coronavirus par ailleurs. Mais tout comme sa classe politique, en 2020, a cru intelligent de lancer des rumeurs sur une origine américaine du virus, elle a, jusque dans les années 2000, nourri le climatocépticisme au sein de sa population. Comme si elle anticipait les attaques trumpiennes, la Chine présentait alors le changement climatique comme un stratagème occidental destiné à ralentir le développement économique chinois, qui donnait lieu à des émissions de CO<sub>2</sub> de plus en plus élevées.

C'est ce que nous apprend un article sur l'évolution de l'attitude de Pékin par rapport au réchauffement global dans le « South China Morning Post » du 15 avril. Le gouvernement chinois ne peut pas être considéré comme pionnier dans la reconnaissance du et l'action contre le changement climatique. En 1997 par exemple, il recevait en grande pompe Lee Raymond, ex-PDG d'ExxonMobil, climatocéptique et utile pour attirer des investissements occidentaux liés aux énergies fossiles. À l'époque, seuls les pays industrialisés avaient pris des engagements - insuffisants - pour réduire leurs émissions. Les pays en développement, considérant que les pays du Nord global avaient fondé leur prospérité sur les énergies fossiles, réclamaient une exemption,

un droit de rattrapage en quelque sorte. Ces divergences ont culminé avec l'échec des négociations à Copenhague en 2009.

Par la suite, le rapprochement des positions de Pékin et Washington a rendu possible l'accord de Paris en 2015 : désormais, tous les pays doivent limiter leurs émissions, avec en contrepartie une aide climatique massive du Nord aux pays en développement. Si l'argument de la dette historique du Nord garde toute sa valeur,

coûts futurs des dégradations environnementales, et notamment de la montée des océans et des désastres météorologiques liés au changement climatique. Le pays est devenu le plus grand producteur de panneaux solaires et d'éoliennes au monde - un des secteurs d'exportation sur lequel il mise pour les décennies à venir. Enfin, le fait de s'être engagé de manière continue au niveau des négociations climatiques internationales - contrairement aux vacillements

Surtout si le courant neocon reprend le dessus à Washington : déjà, l'Atlantic Council a appelé à réadopter la politique de « containment » - combattre le bloc ennemi sur tous les fronts, comme on faisait pendant la guerre froide. Il est certain que la superpuissance asiatique ne s'est guère rendue sympathique ces dernières années, tant par le bruit de bottes en mer de Chine que par les violations massives des droits humains. Pour le courant neocon, qui considère les relations internationales comme un jeu à somme nulle, la réponse doit être un découplage politique et économique plutôt qu'une coopération et un dialogue critique.

## La Chine seule contre le climat ?

Un tel découplage enlèverait une grande partie de l'attractivité politique de la lutte contre le changement climatique pour le gouvernement chinois. Or, d'autres facteurs poussent déjà Pékin à traîner les pieds en matière de réduction des émissions. D'une part certains gouvernements locaux sont fortement liés aux industries fossiles, d'autre part le soutien de la population au système en place dépend de la croissance économique, qui reste pour le moment fortement liée à la consommation de charbon.

Croire que même en cas de guerre froide le gouvernement chinois, effrayé par la perspective du changement climatique, choisirait forcément de maintenir ses objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> serait un calcul dangereux. Car en plus des pressions internes défendant les énergies fossiles, Pékin risque de vouloir « résoudre » tout seul le problème. La menace sur ses côtes peut ainsi être contrecarrée avec la construction de barrages géants, voire à travers la relocalisation de villes entières. Ou, perspective plus effrayante encore, et dont elle a les moyens, la Chine pourrait unilatéralement avoir recours à des mesures de type géo-ingénierie, intervenant massivement dans les équilibres atmosphériques de la planète. Décidément, les relations internationales peuvent aussi être un jeu à somme... négative.



Poêle à charbon dans un train hivernal entre Pékin et Yangcun.

il n'en est pas moins essentiel que la Chine, qui aujourd'hui émet plus de CO<sub>2</sub> que les États-Unis et l'Europe réunis, prenne des engagements pour une réduction future des émissions.

Entre les COP de Copenhague et de Paris, la Chine était passée par une prise de conscience écologique : en novembre 2010, à Pékin, le niveau des particules PM<sub>2,5</sub> dans l'air dépassait 500 µg/m<sup>3</sup>, valeur considérée comme très nocive. Au départ, c'est la préoccupation des classes moyennes devant la mauvaise qualité de l'air qui a conduit à une régulation de l'utilisation du charbon. Mais la classe politique chinoise a pris conscience des

américains - représente pour la Chine un gain de prestige dont elle est très friande. Contribuer à sauver le climat, c'est donc du win-win.

Alors, avec le nouveau président Joe Biden, empressé de réengager son pays dans la lutte contre le changement climatique, est-on parti pour un « grand saut en avant » sino-américain ? Rien n'est moins sûr, même si le leader chinois Xi Jinping a finalement accepté l'invitation au Leaders Climate Summit qui a lieu ces jours-ci. La situation de concurrence entre superpuissances, ouvertement formulée par Biden, risque d'empoisonner toute collaboration.